

AMÉRIQUE LATINE : APRÈS LES ANNÉES NÉOLIBÉRALES, L'ÉTAT DÉVELOPPEMENTISTE EST-IL DE RETOUR ?

LUIZ CARLOS BRESSER-PEREIRA *

DANIELA THEUER **

L'Amérique latine est probablement la région qui a le plus souffert des années néolibérales, parce que c'est la région où les réformes et les politiques néolibérales ont été poussées le plus loin. Pour cette raison, c'est aussi la région où les années néolibérales ont pris fin en premier. Depuis la fin des années 1990, des dirigeants politiques de gauche et nationalistes en matière d'économie ont remporté des élections. D'autre part, une nouvelle école de pensée économique fondée sur une nouvelle « macroéconomie structuraliste du développement » s'est développée. Les dix thèses sur le nouveau développementisme constituent aujourd'hui une alternative au consensus de Washington. Est-ce que cela signifie que l'État développementiste est de retour ? Il est trop tôt pour le dire, pas seulement parce que les théories et la pratique politique correspondent rarement, mais aussi parce que la hausse des prix des matières premières menace l'industrialisation dans la région.

Le discours néolibéral qui était dominant dans le Nord à partir du début des années 1980 a envisagé deux solutions possibles pour l'État dans les pays en développement : il serait soit libéral, soit populiste. Cette rhétorique laissait entendre que l'État développementiste et l'État populiste étaient identiques, et que l'État libéral était la forme idéale d'État qui pouvait assurer la croissance accompagnée de stabilité et de justice sociale. Mais ce discours idéologique a été rejeté par les faits. Avec le consensus de Washington, les politiques néolibérales ont été mises en œuvre dans pratiquement tous les pays d'Amérique latine. Le résultat de ces politiques a été que les économies latino-américaines se sont

* FONDATION GETULIO VARGAS, bresserpereira@gmail.com

** CENTRE D'ÉCONOMIE POLITIQUE, daniela.theuer@gmail.com

développées à des taux de croissance inférieurs à ceux de leur période développementiste, et ont été surpassées par les États asiatiques qui ont poursuivi leur propre voie de développement. En Amérique latine, l'instabilité financière a grimpé, et les inégalités ont augmenté. En revanche, les pays asiatiques, qui étaient beaucoup plus hostiles au consensus de Washington, ont continué à connaître des taux élevés de croissance accompagnés de stabilité financière et d'une équité sociale raisonnable.

Après la période néolibérale en Amérique latine, des politiciens nationalistes et de gauche ont été élus, à commencer par Hugo Chávez en 1999. Au Venezuela, en Argentine, au Brésil, en Bolivie et en Équateur, les pays où ce changement a été le plus clair, les nouveaux gouvernements ont essayé de mettre en place un État développementiste. L'État développementiste est-il la seule solution pour les pays qui veulent se développer et rattraper leur retard ? Qu'est-ce qu'un État développementiste ? Peut-il être aussi un État providence ? L'État développementiste est-il de retour en Amérique latine ? Pour répondre à ces questions, nous allons présenter le concept du nouveau développementisme et de la macroéconomie structuraliste du développement sur laquelle ce concept se fonde. Nos deux hypothèses seront, d'une part, qu'une coalition de classes développementiste est une condition nécessaire à la formation d'un État développementiste social, et, en second lieu, qu'en Amérique latine la « nouvelle gauche nationaliste » s'oriente vers le développementisme.

Le premier argument présenté dans le présent document est le suivant : l'État a tendance à adopter une des deux formes alternatives suivantes dans les pays qui essaient de se développer économiquement aujourd'hui : ce sera soit un État libéral, soit un État développementiste. Deuxièmement, l'État développementiste d'aujourd'hui est différent de ce qu'il était dans les années 1960 ou 1970. Il est démocratique et doit être social. Et, troisièmement, dans l'Amérique latine des années 2000 et 2010, la nouvelle gauche nationaliste de l'Amérique latine s'efforce de passer d'un État libéral à un nouvel État providence développementiste.

Pour soutenir cette hypothèse, nous allons d'abord définir ce qu'on entend par libéralisme, vieux développementisme et nouveau développementisme, et le rôle respectif de l'État. Nous examinerons ensuite les contextes économiques et les hypothèses de chacun. Enfin nous allons analyser des politiques et contextes sociaux du « changement d'orientation » de l'Amérique latine qui pourraient signaler (ou non) un passage au nouvel État développementiste.

Quelques définitions

Lorsque nous parlons d'un nouvel État développementiste, nous le comparons à deux autres formes d'État : l'État libéral et l'État développementiste traditionnel. Un État libéral est défini ici en fonction de la notion classique du libéralisme économique (et, aujourd'hui, du néolibéralisme) comme un État minimal qui protège juste les droits civils et assure le respect des contrats. Cet État est censé ne pas s'immiscer dans l'économie, parce que le marché est considéré comme un outil plus efficace et souhaitable de l'allocation des ressources dans le développement d'une société donnée. Il est également considéré comme la seule forme de gouvernement compatible avec la démocratie, au sens de la démocratie libérale.

L'État développementiste, dans le sens traditionnel du terme, est un État qui intervient directement dans l'économie dans le but de favoriser le développement national. Associé à l'origine avec un régime autoritaire en Amérique latine et dans les pays d'Asie de l'Est, il tend à devenir démocratique dans la mesure où il réussit à faire avancer la révolution nationale et industrielle dans chaque pays. Il est nationaliste dans le sens où il suppose un contexte de dépendance économique par rapport aux pays riches qui représentent un obstacle majeur à la croissance économique. Pour cette raison, il a une composante « anti-impérialiste ». Alors que les pays riches utilisent l'économie néoclassique pour justifier leur libéralisme, les États développementistes justifient leur rôle actif dans le développement par une approche économique keynésienne structuraliste. Ils protègent et favorisent leur industrie, poursuivent d'abord une stratégie d'industrialisation permettant la substitution des importations, suivie, depuis les années 1970, au Brésil et au Mexique, par une stratégie basée sur les exportations de produits manufacturés.

Aujourd'hui, après la profonde crise de la dette extérieure des années 1980 qui a ouvert la voie aux politiques néolibérales et aux réformes du consensus de Washington, les pays à revenu moyen en Amérique latine continuent à poursuivre le développement, mais dans un autre contexte de contraintes internes et externes : à l'intérieur, l'industrialisation ou la révolution capitaliste sont déjà terminées ; à l'extérieur, tous les pays se font concurrence économiquement dans le contexte du capitalisme mondial¹. Les

¹ Pour une discussion sur les États développementistes de l'Asie de l'Est et sur la façon dont ils se sont adaptés aux nouvelles circonstances, voir Wong (2004).

économistes et les politologues structuralistes dans la région définissent le « nouveau développementisme » comme une stratégie nationale de développement qui suppose que le pays a déjà « terminé » ou est proche d'avoir terminé sa révolution nationale et industrielle ou capitaliste². Il se fonde sur de nouveaux modèles économiques qui ont été développés en tenant compte de la réussite des politiques de développement dans les pays asiatiques, et de politiques macroéconomiques structuralistes keynésiennes du développement³. En mettant l'accent sur la demande et sur les principaux prix macroéconomiques (en particulier sur le taux de change et le taux d'intérêt), ces modèles mettent le taux de change au cœur de l'économie du développement, et la somme de ces facteurs peut être considérée comme « l'approche macroéconomique structuraliste du développement ».

Le nouvel État développementiste se définit par le rôle stratégique de l'État dans le processus de développement, la priorité donnée au développement économique, une perspective économique nationaliste (sans pour autant négliger la mondialisation et la nécessité de la coopération internationale) et l'augmentation des dépenses sociales. Le nouveau développementisme adapte les idées développementistes aux marchés mondiaux. Un pacte politique dominant ou une coalition de classe impliquant les entrepreneurs, le secteur public et la classe ouvrière, en conflit avec la classe capitaliste rentière, la classe moyenne traditionnelle et les intérêts étrangers, caractérise le nouvel État développementiste. L'augmentation des dépenses sociales est cruciale pour le nouvel État développementiste, parce qu'une démocratie exige une augmentation des dépenses de l'État dans l'éducation, les soins de santé, l'aide sociale et la sécurité sociale pour toute la population.

² Un pays « complète » sa révolution capitaliste, ou, en d'autres termes, sa révolution nationale et industrielle, quand il se transforme en une économie de marché où une nouvelle classe dominante, la bourgeoisie, s'approprie le surplus économique sur le marché sous la forme de bénéfices, et où une grande classe moyenne « professionnelle » est déjà présente et partage le pouvoir avec la classe capitaliste.

³ Par « économie structuraliste du développement » nous entendons les théories qui ont été développées entre les années 1940 et 1950 par des économistes comme Rosenstein-Rodan, Ragnar Nurkse, Gunnar Myrdal, Raul Prebisch, Hans Singer, Arthur Lewis, Celso Furtado et Albert Hirschman.

La question fondamentale mise en avant dans cet article est la suivante : dans quelle mesure les pays à revenu intermédiaire comme le Brésil et l'Argentine reviennent à l'État développementiste, en fait, à un nouveau développementisme et à un nouvel État développementiste ? Deuxièmement, cet article examine dans quelle mesure les changements politiques et économiques dans les pays pauvres, au Venezuela, en Bolivie et en Équateur ⁴, vont dans la même direction.

Contexte politique et économique

Pour surmonter le sous-développement, les pays latino-américains ont mis en œuvre des politiques de développement au xx^e siècle. Au Brésil, l'industrialisation et le développement économique dirigés par l'État ont été poursuivis par tous les régimes et gouvernements depuis les années 1930 jusqu'aux années 1970. Getulio Vargas était un personnage central dans la construction de l'État développementiste. Après lui, le président Juscelino Kubitschek a continué sur la voie du développementisme, et de même le régime militaire qui était en charge de 1964 à 1984, mais, à la différence de la coalition de classe de 1930 à 1960, la classe ouvrière était pleinement absente du pacte politique et militaire de modernisation. Bien sûr, les moyens et les idéologies qui ont soutenu les différents gouvernements différaient les uns des autres. Vargas était un leader autocratique, qui a souligné l'importance des travailleurs urbains dans l'accord social pour le développement. L'actuelle réglementation du travail au Brésil vient de là. On pourrait dire que Vargas a été le Bismarck brésilien. Il n'était pas un démocrate, mais en général, aucun pays n'a accompli sa révolution industrielle dans un contexte démocratique. Au Brésil, avant le gouvernement Vargas, même s'il y avait des élections, elles

⁴ La « nouvelle gauche », terme utilisé pour décrire les politiciens de gauche et les coalitions élus en Amérique latine depuis 1999 est généralement utilisé pour l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, l'Équateur, l'Uruguay et le Venezuela, depuis que ces pays ont évolué vers la gauche (voir, par exemple, les articles dans Natanson (2008) et Arnson et al. (2009). Nous croyons que « nouvelle gauche nationaliste » décrit avec plus de précision ce qui se passe dans ces pays. Nous allons nous concentrer sur les pays mentionnés, car les changements dans l'économie qui affectent la concurrence industrielle internationale y étaient plus importants.

étaient très contrôlées⁵ et constituait un moyen pour une élite oligarchique d'accéder à tour de rôle au pouvoir. Après le « *Estado Novo* », la démocratie a été rétablie, mais le coup d'État militaire de 1964 a fait retomber le Brésil dans un régime autoritaire. Le retour à un régime civil a eu lieu en 1985. Les élections présidentielles directes ne furent rétablies qu'en 1989.

L'ancien national-développementisme brésilien a eu deux phases avec des objectifs économiques différents et des bases sociales différentes : à partir des années 1930 et jusqu'au début des années 1960, le développementisme visait la substitution des importations et était fondé sur un pacte politique entre les élites industrielles, la nouvelle bureaucratie publique, les travailleurs urbains et les élites agricoles non orientées vers l'exportation⁶. Du milieu des années 1960 jusqu'à la fin des années 1970, la stratégie de croissance est passée de la substitution des importations à l'exportation de produits manufacturés ; l'accord social ne concernait plus que les entrepreneurs industriels, la bureaucratie publique militaire, des ingénieurs et des économistes, et les élites agricoles non orientées vers l'exportation.

Outre les bases et les objectifs économiques de la coalition de classe dominante, nous devons examiner une troisième variable, celle du financement du développement. À l'origine, après la crise financière de 1929, l'épargne intérieure a financé la croissance des années 1930 aux années 1950. Pourtant, depuis le milieu des années 1950, le financement étranger a repris, d'abord, sous la forme d'investissements directs visant à assurer les marchés intérieurs de produits manufacturés qui avait été précédemment fermés aux importations, et depuis le début des années 1970, également sous la forme d'emprunts à

⁵ Bien que certaines femmes aient réussi à voter et à être élues avant, le vote des femmes a été réglementé et autorisé sans restriction au Brésil seulement en 1934. Les personnes analphabètes ont été autorisées à voter seulement après 1988.

⁶ Les élites liées à l'exportation agricole et minière ne participent généralement pas à une coalition de classe développementiste, parce qu'elles bénéficient de rentes ricardiennes qui génèrent la maladie hollandaise ou la malédiction des ressources naturelles, une défaillance du marché qui est à l'origine d'un taux de change surévalué de façon permanente. Afin de rendre le taux de change compétitif et d'industrialiser, l'État développementiste est censé taxer directement ou indirectement les exportations de produits, ce que les élites agricoles et minières ne veulent pas accepter.

l'étranger, car les pétrodollars provenant des pays exportateurs de pétrole augmentaient la liquidité monétaire mondiale de façon spectaculaire.

Au début des années 1980, l'Amérique latine est entrée dans une profonde crise de la dette, initiée par la crise mexicaine de 1982. Ses origines n'étaient pas liées, comme on le prétend ordinairement, à l'épuisement du modèle de substitution des importations, stratégie d'industrialisation que les critiques néolibérales identifiaient à l'État développementiste. Ce modèle avait déjà été abandonné dans les années 1960, et des pays comme le Brésil et le Mexique poursuivaient un modèle d'exportation dans les années 1970⁷. La principale raison de la crise économique dans les années 1980 résidait dans le choix d'un financement extérieur. Ce fut, en soi, une politique discutable (étant donné le taux élevé de remplacement de l'épargne intérieure par un financement étranger que cela impliquait) et dangereuse dans la mesure où elle rendait le pays qui obtenait du financement en monnaie étrangère sujette à des crises de devises ou de balance des paiements. C'est ce qui s'est passé en 1979-1980 : la dette contractée à des taux d'intérêt flottants ainsi que la décision prise par le président Reagan et la Federal Reserve Bank des États-Unis d'augmenter considérablement le taux d'intérêt international ont conduit les pays fortement endettés d'Amérique latine à une crise financière majeure, qui s'est transformée en une crise budgétaire de l'État développementiste, car l'État assumait les dettes privées, et aussi à une inflation élevée. Les sorties de capitaux ont augmenté de façon spectaculaire en particulier au Mexique (41,8 milliards US\$ de 1978 à 1982), au Venezuela (29,9 milliards US\$ de 1979 à 1983) et en Argentine (23,6 milliards US\$ de 1978 à 1982). Au Brésil, le déficit des comptes courants est passé à 57.5 milliards US\$ de 1978 à 1982⁸.

⁷ Maria da Conceição Tavares (1964) avait déjà proclamé l'épuisement du modèle de substitution des importations au Brésil dans les années 1960. Les exportations brésiliennes de biens manufacturés ont augmenté de 6 % des exportations totales en 1965 à 60 % en 1985. La fermeture du pays aux importations d'ordinateurs, toujours citée comme preuve que la stratégie de substitution des importations était encore poursuivie par l'État développementiste dans les années 1970 et 1980, existait, et c'était une erreur, mais c'était une industrie mineure à l'époque.

⁸ Source : Portella Filho, 1994.

Dans ce contexte de crise financière et d'instabilité politique, plusieurs pays ont fait leur transition d'un régime autoritaire à la démocratie : la Bolivie en 1980, l'Argentine en 1983, et le Brésil en 1985. Le Venezuela était déjà démocratique depuis 1958 (ou comme certains pourraient faire valoir, véritablement depuis 1968)⁹. Les années 1980 ont donc été une décennie perdue économiquement, mais aussi une décennie de gains politiques. La crise de la dette et l'inflation élevée qui a suivi ont rendu la transition plus facile, car la coalition démocratique a pu attribuer l'inflation particulièrement élevée au régime militaire. Mais elle a rendu la gouvernance beaucoup plus difficile pour les nouveaux gouvernements démocratiques. L'insolvabilité confrontant ces pays, ainsi qu'un populisme économique et des politiques économiques erronées ont conduit les démocraties nouvelles, en particulier l'Argentine et le Brésil, à une aggravation de la crise financière et à une hyperinflation dans les années 1980.

En même temps, aux États-Unis, une coalition de classe néolibérale impliquant les rentiers capitalistes et les financiers dominait. Après la chute du mur de Berlin en 1989, suivie de la chute de l'Union soviétique en 1991, la voie économique choisie par les États-Unis semblait incontestable. Au Brésil et en Argentine, l'incapacité des nouveaux gouvernements démocratiques devant la grande crise de la dette étrangère et une inflation élevée ont conduit à une perte de soutien pour le modèle de l'État développementaliste national. Les deux pays se sont soumis au consensus néolibéral de Washington. Le Mexique l'avait déjà adopté depuis le milieu des années 1980. Le Chili avait pris cette voie beaucoup plus tôt, en 1973, mais avait commencé à établir des limites au lendemain de la crise financière majeure de 1981-1982 provoquée par les politiques monétaristes¹⁰.

Les années 1980 ont été les années de la grande crise de la dette extérieure, mais ont également été des années de démocratisation dans les deux grands pays d'Amérique latine (Argentine et Brésil). C'étaient aussi des années de populisme

⁹ Voir Levine (1985).

¹⁰ L'analyse classique de cette crise ainsi que celle engendrée par Martínez de Hoz en Argentine en 1979-1980 a été faite par Carlos Díaz-Alejandro (1981). Le ministre des Finances du Chili qui a adopté des politiques économiques plus sensées, et a finalement redressé l'économie chilienne, après le désastre provoqué par les « Chicago Boys » en 1982, mais toujours sous la dictature de Pinochet, était Hernán Büchi (1985-1989).

économique dans ces deux pays, avec les gouvernements de Carlos Alfonsín et de José Sarney (1983-1989 et 1985-1989), et aussi au Mexique, avec le gouvernement Lopes Portillo (1976-1982). En réaction, et avec la reproduction de la nouvelle hégémonie américaine, les années 1990 ont été les années néolibérales de l'Amérique latine. Le Mexique a été le premier grand pays d'Amérique latine à commencer à se soumettre au néolibéralisme. Déjà en 1985, dans le gouvernement Miguel de la Madrid (1982-1988), après avoir affronté une crise financière majeure laissée par son prédécesseur, et dans le gouvernement Carlos Salinas (1988-1994), en adhérant à l'ALENA¹¹, l'adhésion au néolibéralisme a été achevée. En Argentine, le néolibéralisme a complètement dominé, après l'hyperinflation de 1989, dans le gouvernement Carlos Menem (1989-1999). Au Brésil, la soumission au consensus de Washington commence avec le gouvernement Fernando Collor de Melo (1990-1992). Ensuite le gouvernement Itamar Franco (1992-1994) a essayé de revenir en arrière. Le ministre des Finances, Fernando Henrique Cardoso, a mis en œuvre avec succès le « *Plan Real* », un plan hétérodoxe de stabilisation des prix qui a utilisé la théorie de l'inflation inertielle pour contrôler une inflation inertielle élevée qui a frappé la population à partir de 1980. Pourtant, une fois élu président, Cardoso a également succombé à des idées néolibérales, sauf dans le domaine social où il a développé un programme social-démocrate. En fait, dans son gouvernement (1995-2002), deux modèles économiques étaient en concurrence : un modèle néolibéral et un modèle développementiste. Le courant néolibéral, qui était dominant, a donné la priorité à la stabilisation des prix, a libéralisé le commerce, a augmenté les taux d'intérêt, a accepté la dépréciation du *real*, a préconisé l'austérité budgétaire et n'a pas offert d'incitatifs directs au secteur industriel (Sallum Jr. 1999 : 33). Cette voie offrait à court terme des avantages, mais à moyen et à long terme des risques qui plus tard se sont manifestés : faible croissance économique, augmentation du chômage et sensibilité aux perturbations dans le marché financier international. Elle a également conduit à un début de désindustrialisation dans le pays. D'un autre côté, des secteurs du gouvernement ont préconisé une sorte de libéral-développementisme, exigeant la dépréciation de la monnaie, des taux d'intérêt plus bas et une

¹¹ Accord nord-américain de libre-échange. Il a été signé par les États-Unis et le Canada en 1988, par le Mexique, en 1992, et est entré en vigueur en 1994.

réduction de la dépendance aux capitaux étrangers pour égaliser la balance des paiements ; mais le président n'a pas suivi cette voie. La mauvaise performance économique du gouvernement Cardoso, et la crise financière majeure de 1998 provoquée par la politique du consensus de Washington de libéralisation financière et de croissance liée à l'épargne étrangère, ont démontré que les critiques avaient raison, et ont contribué à l'élection de Luiz Inacio Lula da Silva à la présidence en octobre 2002.

Les résultats économiques et sociaux des politiques économiques néolibérales et les réformes orientées vers le marché ne se limitaient pas au Brésil. Ils sont communs à pratiquement tous les pays d'Amérique latine. Ils ont vite abouti à des résultats politiques. Des présidents nationalistes et de gauche et une nouvelle gauche nationaliste se mirent à gagner des élections en Amérique latine. Nous pouvons voir une succession de nouveaux élus. Tout d'abord, Hugo Chávez (aujourd'hui PSUV)¹², qui est devenu président en 1999 au Venezuela ; Luiz Inacio Lula da Silva (PT)¹³ en 2003 au Brésil suivi par Dilma Rousseff en 2011, Eduardo Duhalde (PJ)¹⁴ en 2002, suivie par Néstor Kirchner (PJ) en 2003 et Cristina Kirchner (PJ) en 2007 et 2011 en Argentine ; Evo Morales (MAS)¹⁵ en 2006 en Bolivie¹⁶, Rafael Correa en Équateur en 2007, Daniel Ortega au Nicaragua en 2007¹⁷, Mauricio Funes (GTPN)¹⁸ à El Salvador en 2009, Fernando Lugo (APC)¹⁹ au Paraguay en 2011, Ollanta Humala (PNP)²⁰ au Pérou en 2011. Tous ces présidents se sont efforcés de mettre en œuvre une variété de politiques de développement et de nombreuses politiques sociales.

¹² Partido Socialista Unido de Venezuela, créé en 2008, réunissant les partis qui soutiennent Chávez et la révolution bolivarienne.

¹³ Partido dos Trabalhadores.

¹⁴ Partido Justicialista.

¹⁵ Movimiento al Socialismo.

¹⁶ En outre, Tabaré Vázquez en Uruguay en 2005 (et après lui en 2010, José Mujica), Michelle Bachelet au Chili en 2006-2009, et Rafael Correa en 2007 en Équateur.

¹⁷ En fait, pas un nouveau venu.

¹⁸ Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional.

¹⁹ Alianza por el Cambio patriotique.

²⁰ Partido Nacionalista Peruano.

Le libéralisme, le vieux développementisme, le nouveau développementisme et leurs hypothèses économiques

En même temps, de nouvelles idées émergent, en particulier au Brésil. Bresser-Pereira, dans un débat au colloque de l'Association des études latino-américaines (LASA-2002) et dans un livre²¹, a rejeté le consensus néolibéral qui présentait le développementisme comme synonyme de populisme et d'arriération, et a lancé le concept de nouveau développementisme, en l'opposant au consensus de Washington et au vieux national-développementisme. Peu de temps après, un grand groupe d'économistes post-keynésiens et structuralistes s'est joint à lui au Brésil. En 2010, quatre-vingts économistes développementistes ont examiné et approuvé les dix thèses sur le nouveau développementisme²². En tant que stratégie nationale de développement alternative au consensus de Washington et au vieux développementisme, le nouveau développementisme devenait une institution, un ensemble de politiques bien définies et partagées.

Le nouveau développementisme diffère du national-développementisme et des politiques libérales ou orthodoxes à bien des égards.

Portée. Le vieux développementisme était appliqué aux pays qui commençaient leur révolution industrielle ; l'orthodoxie libérale était appliquée à toutes sortes de pays ; le nouveau développementisme s'applique aux pays à revenu intermédiaire qui ont déjà terminé leur révolution capitaliste.

L'État et la production. Le vieux développementisme attribuait à l'État un rôle important dans la production, l'orthodoxie libérale ne lui en attribuait aucun ; le nouveau développementisme limite ce rôle aux industries monopolistiques, en particulier à celles de l'infrastructure et des services publics.

Le rôle stratégique de l'État. L'ancien et le nouveau développementismes attribuent un rôle stratégique à l'État pour définir avec la société une stratégie nationale de développement ; l'orthodoxie libérale limite le rôle de l'État à garantir les droits et les contrats de propriété et au maintien de la concurrence.

²¹ Cinquième édition du *Development and Crisis in Brazil* (Bresser-Pereira 2003).

²² Voir www.tentheseonnewdevelopmentalism.org

Planification. Le vieux développementisme englobait la planification économique ; l'orthodoxie libérale la rejetait ; le nouveau développementisme souhaite une planification limitée aux industries monopolistiques, en particulier à celles qui forment l'infrastructure de l'économie et à celles du secteur minier impliquant des rentes ricardiennes élevées et des matières premières comme le pétrole.

Responsabilité fiscale. Le vieux développementisme limitait les déficits budgétaires aux périodes de crise au cours desquelles l'insuffisance de la demande était aiguë et acceptait les déficits des comptes courants ; l'orthodoxie libérale rejetait une politique budgétaire expansionniste même pendant la phase descendante du cycle, mais elle a accepté les déficits des comptes courants, car ils correspondaient à « l'épargne étrangère » ; le nouveau développementisme souhaite une attitude responsable vis-à-vis du fisc et du taux de change.

Taux d'intérêt et de change. Le vieux développementisme a prêté peu d'attention au taux d'intérêt et au taux de change ou à l'élaboration des politiques macroéconomiques et a souligné l'importance de la politique industrielle (dont la portée est suffisamment large pour inclure les questions macroéconomiques) ; l'orthodoxie libérale n'a pas non plus prêté attention aux prix qui sont censés être déterminés par le marché ; le nouveau développementisme rejette les taux d'intérêt élevés et fait valoir que le taux de change tend à être cycliquement et chroniquement surévalué.

La maladie hollandaise. Le vieux développementisme a eu l'intuition de ce qui allait devenir le syndrome hollandais et l'a neutralisé par le biais de taux de change multiples ; l'orthodoxie libérale n'en a pas tenu compte ; le nouveau développementisme le voit, ainsi que les entrées excessives de capitaux, comme les deux causes de la tendance du taux de change à être cycliquement et chroniquement surévalué dans les pays en voie de développement.

Taux de change compétitif. Le vieux développementisme ne croyait pas en la possibilité pour les pays en développement d'exporter des biens manufacturés et ne prêtait aucune attention à un taux de change compétitif ; l'orthodoxie libérale suppose que le taux de change du marché est celui qui est concurrentiel ; le nouveau développementisme mise sur les exportations de produits manufacturés et définit comme concurrentiel le taux de change de « l'équilibre industriel » – le taux qui rend concurrentiel des industries de produits exportables utilisant une technologie de pointe.

L'inflation. Le vieux développementisme a adopté la théorie d'une inflation structurelle qui explique l'inflation par

des goulots d'étranglement structurels d'approvisionnement et acceptait des inflations allant jusqu'à 20 % par an ; l'orthodoxie libérale ne voit aucune raison pour que les pays en voie de développement présentent des taux d'inflation supérieurs aux normes internationales ; le nouveau développementisme est d'accord lorsque le pays est un pays à revenu intermédiaire, car dans ce cas, les goulots d'étranglement de l'offre ont déjà cessé d'être pertinents.

Protection du taux de change. Le vieux développementisme était en faveur de droits de douane élevés et aussi de multiples taux de change en vue de protéger les industries de produits manufacturés qui étaient supposées être des « industries naissantes » ; l'orthodoxie libérale rejette toute forme de protection ; le nouveau développementisme suppose que l'industrie manufacturière des pays à revenu moyen n'est plus « naissante », et ne voit aucune raison pour sa protection, mais souhaite un taux de change compétitif.

Contrainte étrangère. Le vieux développementisme croyait en l'existence d'une contrainte étrangère structurelle sur la croissance économique, une pénurie permanente de dollars ou autres monnaies de réserve ; l'orthodoxie libérale appuyait fortement cette notion ; le nouveau développementisme affirmait que cette contrainte n'existe que dans la mesure où un taux de change entièrement flottant tend à être chroniquement surévalué dans les pays en développement, et explique cette situation par le syndrome hollandais et par les entrées excessives de capitaux qui sont causées par une telle maladie ou malédiction provenant des ressources naturelles, par la conviction que les pays à revenu intermédiaire ont « besoin » de capitaux étrangers, par la stratégie consistant à utiliser le taux de change comme point d'ancrage nominal pour maîtriser l'inflation, et par le populisme des taux de change (la pratique de nombreux politiciens de la fixation du taux de change, ce qui dans le court terme, permet de réduire l'inflation, d'augmenter artificiellement les salaires et de faciliter leur réélection).

L'épargne étrangère et intérieure. Basé sur l'hypothèse d'une contrainte étrangère, le vieux développementisme a accepté la politique conventionnelle de la croissance avec l'épargne étrangère, c'est-à-dire avec des déficits des comptes courants et l'endettement extérieur ; l'orthodoxie libérale n'est pas en désaccord ; le nouveau développementisme rejette une telle politique, fait valoir qu'il y a habituellement un taux élevé de l'épargne intérieure par l'épargne étrangère, et souligne le risque permanent de crise monétaire ; il souhaite une stratégie

de croissance basée sur le financement national et l'épargne intérieure, et il plaide en faveur d'excédents des comptes courants quand le pays souffre de la maladie hollandaise, parce que, quand elle est neutralisée, un surplus en compte courant se matérialise nécessairement.

Taux fixes ou taux variables. Le vieux développementisme voulait un contrôle ferme du taux de change, mais n'argumentait pas de façon systématique en sa faveur, tout en soulignant que l'appréciation du taux de change peut provoquer une crise monétaire ou de balance des paiements ; l'orthodoxie libérale se prononce en faveur de taux de change flottants et rejette la probabilité de crises financières ; le nouveau développementisme rejette la notion de choix entre un taux de change fixe et un taux de change flottant, et en se fondant sur le modèle de la tendance cyclique et chronique à la surévaluation du taux de change, se prononce en faveur d'une gestion serrée du taux de change par le biais d'achat et de vente de devises fortes, de contrôles de capitaux, et de taxes sur les exportations des produits qui génèrent le syndrome hollandais.

Croissance induite par les salaires ou induite par les exportations. Bien qu'il soit caractérisé par la substitution des importations et que le coefficient d'importation ait été en baisse, le vieux développementisme était orienté vers le marché intérieur, mais pas nécessairement vers une croissance induite par les salaires ; l'orthodoxie libérale ne tient pas compte de l'opposition entre la croissance induite par les salaires et la croissance induite par les exportations ; le nouveau développementisme recherche une augmentation des exportations de biens manufacturés, mais veut que les salaires augmentent avec la productivité ²³.

Le développement social. Le vieux développementisme faisait généralement partie de la stratégie d'un régime autoritaire impliqué dans la révolution nationale et industrielle du pays, et portait essentiellement sur la croissance ; l'orthodoxie libérale est tout simplement concernée par les marchés libres parce que

²³ Dans un état d'équilibre, lorsque le taux d'investissement et le taux de profit sont considérés par la société comme « satisfaisants », les salaires, les bénéfices et les exportations croissent à peu près au même rythme, tandis que le taux de change est maintenu concurrentiel. Ce n'est que quand il est nécessaire de déprécier le taux de change que les exportations et les bénéfices augmenteront plus rapidement que les salaires pendant un certain temps, avant que les salaires n'augmentent à nouveau.

le marché se chargera du reste ; le nouveau développementisme se développe généralement dans les nouvelles démocraties et doit donc être aussi un développementisme « social » – un développementisme qui est également concerné par la distribution.

Fondements théoriques. En faisant cette triple comparaison nous croyons avoir établi clairement que de nouveaux modèles économiques servent de base au nouveau développementisme. Le vieux développementisme se fondait sur la macroéconomie keynésienne et sur l'économie développementiste structuraliste qui dominaient entre les années 1940 et 1960 ; l'orthodoxie libérale se fondait sur l'économie néoclassique ; le nouveau développementisme s'appuie sur ces théories, mais ajoute de nouveaux modèles économiques qui forment une macroéconomie structuraliste du développement.

Le nouveau développementisme n'est pas seulement une liste de politiques. Il s'agit d'une stratégie souple de développement national, une somme de valeurs, d'objectifs, de politiques, de lois, et principalement d'ententes et compromis qui créent de bonnes possibilités d'investissement pour les entrepreneurs et améliorent les conditions de vie de la population. Ainsi, une sorte de consensus social pour les politiques adoptées est essentiel. Lorsque ces politiques et leur soubassement théorique ne sont pas imposés par la force, on peut supposer que, malgré des problèmes institutionnels de représentation, le pacte social se fonde sur la nation et bénéficie de soutien politique. Dans les démocraties, la mise en œuvre de (nouveaux) États développementistes implique que le gouvernement adopte une stratégie de développement qui compte sur le soutien du peuple et d'une partie des élites, un large soutien reliant différentes parties de la société, un soutien signifiant que différentes fractions ou sections de classes sociales sont capables de conclure un accord tacite en faveur du développement national.

Aucun État ne se conforme pleinement aux trois types idéaux de stratégies que nous avons décrits ci-dessus. Nous savons que les gouvernements des pays en développement adoptent souvent des politiques incompétentes et irresponsables, indépendamment du fait qu'ils soient développementistes à l'ancienne, libéraux orthodoxes ou nouveaux développementistes. Selon nous, lorsqu'un accord développementiste social existe et que la nation adopte une stratégie de développement qui se rapproche de celle esquissée ci-dessus, nous pouvons dire que cette nation construit un nouvel État développementiste. L'existence d'un accord social ne signifie pas un consensus. Les élites libérales et

dépendantes et les intérêts étrangers continuent à s'opposer à une politique où l'État joue un rôle stratégique et à lutter en faveur de l'orthodoxie libérale. Cela ne veut pas dire que l'accord au sein de la coalition de classes développementiste est permanent. Celle-ci doit être constamment reconstruite, parce que la possibilité qu'elle se brise ou se divise est toujours présente. Lorsque cela se produit, l'accord politique prend fin, ce qui ouvre la voie à la lutte des classes, à la domination libérale et à la répression sociale.

Le nouvel État développementiste est une forme d'État adaptée au capitalisme mondial, à un stade du capitalisme où la concurrence économique entre les États-nations est primordiale. Le rôle de l'État est de créer des opportunités d'investissement, investir si nécessaire et réglementer les marchés, en particulier les marchés financiers, pour assurer la croissance à la stabilité des prix et stabilité financière. Le développement est considéré non seulement comme la croissance économique et l'industrialisation, mais aussi la réduction des inégalités sociales et l'amélioration du niveau de vie.

Un nouvel État développementiste ne doit pas nécessairement suivre toutes les orientations politiques que nous avons présentées, mais il a une stratégie nationale de développement, soutenue par une coalition de classes axée sur le développement. Cet État a un rôle stratégique en investissant dans les industries monopolistiques naturelles, en régulant les marchés financiers, en stimulant l'investissement et le progrès technique, et en ayant des politiques sociales ou distributives, en particulier un système de protection sociale important pour assurer la qualité de vie pour tous. Le but de pays à revenu intermédiaire est de rattraper les pays riches. Alors que la stratégie libérale orthodoxe est rarement compatible avec la croissance à long terme, le nouveau développementisme le permet. Mais l'État développementiste ne peut réussir que dans les pays qui ont déjà achevé leur révolution industrielle.

Nouveaux États développementistes et sociaux en Amérique latine ?

Peut-on dire, alors, que l'État développementiste est de retour en Amérique latine, et que cet État veut également être un État social ? Si oui, peut-on dire qu'il s'agit d'un nouvel État développementiste en gestation ? En procédant à une comparaison synthétique entre le nouveau développementisme et l'orthodoxie libérale, en ce qui concerne le rôle de l'État, nous voyons que

l'orthodoxie libérale veut seulement assurer la propriété et les contrats, tandis que le nouveau développementisme veut un rôle stratégique pour l'État. L'orthodoxie libérale veut un taux de change libre et surévalué, alors que le nouveau développementisme veut un taux de change géré en fonction de « l'équilibre industriel ». En matière de finance, l'orthodoxie libérale veut un financement étranger et le nouveau développementisme veut un financement interne. Ainsi, pour répondre à la question, nous allons examiner les politiques récentes liées à ces thèmes principaux. Comme le nouveau développementisme a été pensé en fonction des pays à revenu intermédiaire, nous allons nous concentrer sur le Brésil et l'Argentine, puis faire quelques remarques sur le développementisme des gouvernements dans d'autres pays (Bolivie, Équateur et Venezuela).

En Argentine, le président Duhalde a certainement fait des choix développementistes (avec son ministre de l'Économie, Roberto Lavagna, qui a servi aussi sous Néstor Kirchner jusqu'en 2005). Le gouvernement argentin s'est opposé aux intérêts et aux règles économiques orthodoxes, a imposé des droits de douane sur les exportations des produits de base et a recherché un surplus dans les comptes courants qui a neutralisé la maladie hollandaise. Néstor et Cristina Kirchner ont maintenu ce cap politique d'une intervention économique accrue par l'État. La nationalisation de la compagnie pétrolière espagnole YPF, décidée par la Chambre argentine des députés avec une grande majorité en mai 2012, en est un bon exemple. Bien que la présidente ait été critiquée pour la façon dont elle a réglé la question sans négociation avec l'entreprise, la décision avait un large soutien à la fois de la population et de l'opposition. La politique d'éviter la surévaluation du peso par l'imposition d'une taxe à l'exportation sur les produits, les excédents des comptes courants, l'augmentation des investissements publics et un taux de croissance économique relativement élevé constituent d'autres signes de nouveau développementisme en Argentine. Pourtant, comme au Brésil, une grande partie des augmentations des exportations et des excédents des comptes courants est principalement due à des exportations de produits du secteur primaire. D'autre part, la falsification des indices d'inflation et la diminution des excédents des comptes courants, au fur et à mesure que le taux de change est progressivement apprécié à nouveau, suggèrent que le pays retombe dans ses anciennes erreurs développementistes. En ce qui concerne l'industrialisation, après une décennie de baisse de la part du PIB dans les années 1990, l'industrie manufacturière argentine a récupéré dans les années 2000 : elle représentait

32,7 % du PIB en 1991, 26,6 % en 2001, mais était de retour à 30,9 % en 2010²⁴. La pauvreté, qui était à un niveau de 6,7 % en 1992, a augmenté à 25,8 % en 2002 après la crise, puis a été comptée et réduite au niveau sans précédent de 3,9 % en 2009²⁵.

Au Brésil, le président Lula a tenté de parvenir à un accord social énorme pour le développement impliquant les travailleurs, les industriels, les dirigeants sociaux, et l'administration publique. La création du Conseil de développement économique et social²⁶ a été une initiative formelle dans ce sens. L'adoption d'une politique industrielle plus active, le renforcement de la BNDES (la Banque de développement du Brésil, Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social)²⁷ et la reprise des politiques nationalistes de soutien aux entreprises nationales, étaient clairement des politiques développementistes. La même chose doit être dite de sa politique étrangère indépendante et active. Pourtant, son administration a été incapable de faire face aux taux d'intérêt élevés en vigueur et au faible taux de change qui étaient un héritage des gouvernements libéraux orthodoxes précédents. La croissance économique a été forte et des excédents des comptes courants se sont matérialisés lors du gouvernement Lula, mais cela est principalement attribuable à une forte hausse du prix des matières premières combinée à des politiques distributives compétentes, principalement une augmentation de 54 % en termes réels du salaire minimum, qui ont assuré la demande intérieure pour l'industrie manufacturière. Compte tenu du fait que les taux de croissance ont pratiquement doublé dans le gouvernement Lula, plusieurs anciens développementistes ont interprété ce fait comme un signe d'une croissance induite par les salaires. Pourtant, le marché intérieur a également été alimenté par les importations, et dans la dernière année du gouvernement Lula, l'industrie manufacturière était à nouveau en crise. La grande réussite de Lula a été la réduction de la pauvreté grâce

²⁴ Les données de la Banque mondiale (World Development Indicators) compilées par la Commission européenne, 2010.

²⁵ Les données de CEPALSTAT, la population vivant avec moins de 2US \$ par jour.
[http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegradaFlashProc.asp #](http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegradaFlashProc.asp#), accessed at 06/15//2012.

²⁶ Conselho de Desenvolvimento Econômico e Social (CDES), également connu sous le nom « Conselho ».

²⁷ Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social (BNDES), la Banque nationale pour le développement économique et social.

à des programmes de transfert de revenu. Le taux de pauvreté absolue a varié de 31 % en 1992, à 28 % en 2002, à 24,8 % en 2005, a diminué rapidement pour passer à 14,2 % en 2009²⁸. C'est encore un taux élevé, mais avec une amélioration notable par rapport à l'histoire du pays.

Successeuse de Lula, la présidente Dilma Rousseff admet l'existence du problème macroéconomique structuraliste qui a conduit à la stagnation de la croissance et à la désindustrialisation. Elle a développé une solide nouvelle politique développementiste destinée à réduire progressivement le taux d'intérêt et à déprécier le real brésilien. Aujourd'hui, le Brésil est sur une nouvelle voie de développement, mais le gouvernement reste incapable d'imposer l'exportation de produits, qui est une condition pour la neutralisation de la maladie hollandaise et la réalisation de taux de croissance élevés. Ce fait montre la difficulté à laquelle le gouvernement est confronté pour aboutir à un nouvel accord de développement, une difficulté qui provient d'une bourgeoisie industrielle relativement dépendante et fragile (affaiblie par la désindustrialisation et la dénationalisation au cours des années néolibérales) et de la force d'une bourgeoisie agricole nouvelle et moderne, soutenue idéologiquement par la coalition politique alternative libérale et dépendante.

Au Venezuela, en Bolivie et en Équateur, les autres pays latino-américains que nous voulions examiner, la situation est plus difficile. Ils sont de gauche et nationalistes, ils mettent en œuvre certaines politiques de développement, ils essaient de combiner la croissance avec la distribution, et ils ont nationalisé certaines entreprises (industries pétrolières et services publics principalement), mais leur point de départ est complètement différent de celui des pays à revenu intermédiaire.

Au Venezuela, l'économie dépend principalement de l'industrie pétrolière. La pauvreté, généralement assez similaire à celle du Brésil, a augmenté énormément pendant la grève du pétrole et la crise politique et économique de 2002-2003 (40 % de la population vivait avec moins de 2 US\$ par jour en 2003)²⁹. Mais, le gouvernement a augmenté les dépenses sociales massivement, en particulier dans les soins de santé, et a subventionné l'alimentation et l'éducation. Le total des dépenses

²⁸ Les données de CEPALSTAT, la population vivant avec moins de 2US\$ par jour. <http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegradaFlashProc.asp#>, consulté le 06/15/2012

²⁹ *Idem*.

sociales a augmenté de 8,2 % du PIB en 1998 à 13,6 % en 2006, sans tenir compte des dépenses sociales de la compagnie pétrolière d'État PDVSA, qui a contribué avec 7,2 % du PIB à des projets sociaux dans la même année. L'énorme croissance économique depuis 2004 est principalement due au secteur non pétrolier. Le Venezuela a profité de l'expansion actuelle et a procédé à l'augmentation des recettes pétrolières pour réduire sa dette publique, en particulier la dette publique extérieure (Weisbrot et Sandoval, 2008). Mais, l'inflation est toujours élevée et le taux de change tend à la surévaluation cyclique.

En Bolivie, il y a d'énormes problèmes de dépendance à l'égard des biens primaires, en plus de taux de pauvreté élevés (32 % avec moins de 2 US \$ par jour en 2007)³⁰. Les politiques développementistes du président Morales comprenaient la nationalisation de l'industrie et des ressources naturelles. Les fonds privés ont été pris en charge et des pensions de retraite de l'État ont été attribuées à des millions de Boliviens pauvres³¹. Le bilan du commerce des biens et des services est passé d'un déficit à un excédent depuis 2003. Mais les dépenses sociales du gouvernement n'ont que légèrement augmenté (Weisbrot *et al.*, 2009).

L'économie de l'Équateur est également basée sur l'exportation de biens primaires, comme les bananes, les fleurs, les crevettes et le pétrole. La part de l'industrie en général dans le PIB était de 38 % (2010), mais celle de l'industrie manufacturière n'était que de 10 % (2010)³². La pauvreté extrême a pu être réduite de 31,4 % en 2003 à 19,6 % en 2009³³. Une nouvelle Constitution a permis des changements, mais bien qu'il y ait eu une certaine augmentation du contrôle étatique sur les activités pétrolières et une tentative d'accroître l'efficacité et de renforcer la société pétrolière d'État, la dépendance de l'économie équatorienne aux ressources naturelles demeure.

Pour définir le type d'État d'un pays, nous devons nous pencher sur l'organisation de son système économique, sur les objectifs et la force de la coalition sociale et politique qui le soutient, et sur le financement du développement. Ces États

³⁰ *Idem.*

³¹ <http://www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-12166905>

³² Indicateurs de la Banque mondiale.

³³ Les données de CEPALSTAT, la population vivant avec moins de US \$ 2 par jour. [http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegradaFlashProc.asp #](http://websie.eclac.cl/sisgen/ConsultaIntegradaFlashProc.asp#), consulté le 06/15/2012

se veulent développementistes, mais ils sont pauvres et n'ont pas encore terminé leur révolution industrielle. Cela signifie que l'appropriation du surplus économique dépend toujours du contrôle direct de l'État. Ces pays sont des démocraties non consolidées. Ils sont encore économiquement faibles et dépendants des exportations de produits. La maladie hollandaise et les entrées excessives de capitaux maintiennent leur taux de change surappréciés de façon cyclique et chronique. Les coalitions de classes développementistes sont plus difficiles à bâtir dans ces pays, où les intérêts divergent radicalement entre, d'une part les rentiers axés sur l'exportation, et d'autre part les ouvriers et les paysans, quand il n'y a pas de médiation basée sur un intérêt national de développement commun qui rassemblerait autour du marché intérieur et d'une large base industrielle. Sans le large soutien politique nécessaire d'une partie des classes dirigeantes (principalement des industriels) et sans la base industrielle respectives, ces pays sont très difficiles à gouverner dans le contexte actuel de concurrence mondiale.

En résumé, oui, nous avons un retour du développementisme en Amérique latine. Les pays à revenu intermédiaire, comme le Brésil et l'Argentine, veulent adopter ce que nous appelons le nouveau développementisme et tentent de construire un État de nouveau développementisme social, c'est-à-dire l'État développementiste adapté à la concurrence mondiale et à la démocratie. Dans les pays les plus pauvres sans aucune base industrielle, le développementisme et des politiques sociales actives sont également mises en œuvre en Amérique latine, mais leurs chances de succès sont relativement faibles en raison du classique piège politique de la pauvreté : faible niveau d'éducation, mauvaise identification idéologique, difficulté à parvenir à un large accord social ou pacte politique associant entrepreneurs industriels, administration publique et travailleurs, et de l'attitude des élites traditionnelles visant à renverser les gouvernements progressistes à la première occasion. Tout cela, plus la difficulté à financer les investissements avec l'épargne intérieure, rendent la gouvernance de ces pays très difficile et expliquent pourquoi il est rare que dans les pays pauvres, les gouvernements y parviennent.

Les pays, dans de telles conditions, n'ont pas d'autre alternative que de recourir à un populisme politique, au contact direct du chef de l'État avec les masses. En soi, ce n'était pas mauvais ; le populisme politique est initialement la méthode de base pour que les pauvres participent à la vie politique. Le problème, c'est quand le populisme politique se transforme en

populisme économique, c'est-à-dire en politiques budgétaires et taux de change irresponsables, causant de larges déficits publics, et en compte courant. Aujourd'hui, ce n'est pas un problème central pour ces trois pays les plus pauvres. Tous les pays d'Amérique latine font face à l'opposition des pays riches et de leur culture hégémonique, mais les plus pauvres auront plus de difficultés à mettre en œuvre de véritables États développementistes, parce que, outre leur faiblesse interne, ils dépendent de financements extérieurs qui proviennent des institutions et des pays qui s'opposent aux politiques développementistes ou nationalistes.

Bibliographie

- Arnson, C.J. et al., eds. (2009), « La "Nueva Izquierda" en América Latina : Derechos Humanos, Participación política y sociedad civil », Washington : Woodrow Wilson Centre a.o.
- Bresser-Pereira, L.C. (2003), *Desenvolvimento e Crise no Brasil : História, Economia e Política de Getúlio Vargas a Lula*, São Paulo : Editora 34.
- Bresser-Pereira, L.C. (2009), *Pourquoi certains pays émergents réussissent et d'autres non*, Paris, La Découverte.
- Bresser-Pereira, L.C. (2009), *Developing Brazil. Overcoming the failure of the Washington consensus*. Boulder, London : Lynne Rienner Publishers.
- Bresser-Pereira, L.C. e P. Gala (2010), « Macroeconomia Estruturalista do Desenvolvimento », *Revista de Economia Política*, 30, n° 4 (120), p. 663-686, outubro-dezembro/2010.
- Congresso Nacional do Brasil (1988), *Constituição da República do Brasil Federativa de 1988*. (www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao.htm).
- Fernandes, N. (2008), « À Geração ISEB », *História e Geografia Fluminense*, Rio de Janeiro : IHGRJ, 2008, p. 457-462 (<http://grupohistoriadobrasil.blogspot.com.br/2011/05/geracao-iseb.html>).
- Levine, D.H. (1985), « The Transition to democracy : are there lessons from Venezuela ? », *Bulletin of Latin American Research*, Vol.4 n° 2 (1985), p. 47-61.
- Natanson, J. (Org (2008), *La Nueva Izquierda*, Buenos Aires : Debate.
- Portella Filho, P. (1994), « O ajustamento da América Latina : Crítica ao modelo de Washington », *Lua Nova* [online], April 1994, n.32, p.101-132.
- Sallum Jr., B. (1999), « O Brasil sanglot Cardoso : neoliberalismo e desenvolvimentismo », *Tempo Social* 11 (2), p. 23-47.
- Sallum Jr., B. (1998), « Globalização e Estratégia para o Desenvolvimento : o Brasil anos nsa 90 », A. Dines, et al., *Sociedade e Estado : Fronteiras Superando*, São Paulo : Edições FUNDAP.
- Tavares, Maria da Conceição (1963 [1972]), « Auge e declínio do processo de substituição de importações no Brasil », M.C. Tavares (1972) *Da*

Substituição de Importações ao Capitalismo Financeiro, Rio de Janeiro : Zahar Editores. Publication originale en espagnol, 1963.

- Weisbrot, M., R. Ray et J. Johnston (2009), «Bolivia : the economy during the Morales», Center for Economic and Policy Resarch, December 2009, 4.
- Weisbrot, M. and L. Sandoval (2008), «Update : the Venezuelan economy in the Chavez years», Center for Economic and Policy Resarch, February, 2008, 2.
- Wong, J. (2004), «The adaptative state in East Asia», *Journal of East Asian Studies* 4 (2004), p. 345-362.

Traduit de l'anglais par Hervé Fuyet

